

ESQUISSE D'UNE RÉFLEXION SUR LE SONDAGE POLITIQUE EN ALGÉRIE L'OPINION PUBLIQUE DE L'UNANIMISME AU PLURALISME

Mohamed-Réda MEZOUÏ

Maître de Conférences, Université d'Alger

LE SONDAGE POLITIQUE

Les gouvernants ont pour mission d'assumer soit le maintien soit la transformation de la société qu'ils dirigent. Ces objectifs impliquent l'acceptation du système politique par l'adhésion à des valeurs (pour la première) ou à la légitimité des actions de ceux qui gouvernent (pour la seconde).

C'est la communication politique qui met en relation les gouvernés avec les gouvernants, notamment par l'échange de messages qui s'opère entre eux, dans le temps et l'espace et à certains moments privilégiés (élections, référendum, consultations diverses). La communication est l'échange de messages, c'est-à-dire d'information entre un émetteur et un receveur par le biais des médias. Etymologiquement, l'information veut dire « mettre en forme ». Pour être plus précis selon la conception de la philosophie scolastique jusqu'à Descartes ou même Kant. La **forme** n'est pas l'aspect extérieur des choses mais leur **essence**, sur laquelle la **raison** peut seule s'exercer.

Informé désigne donc cette opération par laquelle on surmonte les données empiriques des sens pour parvenir à un ordre intelligible. C'est-à-dire une somme de connaissances permettant une représentation du réel en devenir, en mouvement. Elle s'inscrit dans le processus

de prise de conscience pouvant déboucher sur une opinion. C'est-à-dire encore, à une idée, un jugement personnel ou partagé par un groupe plus ou moins large, sur un fait, une situation, ayant une portée individuelle, sociale, ponctuelle ou conjoncturelle.

Généralement, les opinions déterminent les attitudes individuelles ou sociales. La frontière entre l'opinion et l'attitude est difficile à mettre en évidence, tant jugements, idées, sentiments... etc. se retrouvent mêlés.

En fait, **l'opinion précède l'attitude**, qui, elle, implique qu'un individu ou groupe social soient prêts à répondre d'une certaine manière à une certaine stimulation. La caractéristique essentielle de l'attitude, c'est d'abord — qu'elle ne constitue pas une réaction isolée mais un type de réaction qui se déclenche dans un certain nombre d'occasions semblables. L'attitude implique la virtualité, la possibilité de répondre du même ordre vis-à-vis du même genre d'objets.

Ensuite, l'attitude ne peut exister que par rapport à quelque chose, quelqu'un, des institutions. **L'opinion d'abord, l'attitude ensuite**, génèrent ensemble des réactions individuelles ou sociales. Dans le processus de communication, les spécialistes considèrent que c'est « l'effet en retour » ou « **feed back** » ⁽¹⁾, c'est-à-dire la réponse qui se produit dans la relation d'échange de messages et d'informations qui est important.

L'information, ainsi que le souligne Blaise Lempen, « assure la cohésion du système, elle permet d'éviter que se forme des disparités au sein du système pouvant donner lieu à des ruptures internes à ce dernier » ⁽²⁾.

Une grève ou même une manifestation publique peut-être l'unique moyen à un groupe d'exprimer son opinion, un acte terroriste peut

1. Claude Shannon et Werver. Théorie mathématique de la communication. Cybernétique. Théorie du Feed Back, 1948.

2. Blaise Lempen — Information et pouvoir Edition l'âge d'homme. Lausanne 1980, P.58.

aussi avoir pour seul but d'accéder aux médias pour faire diffuser son message ou révéler une information à un large public.

Le constat est simple : **une information inégale**, une communication non synchronisée **entame la solidité du système politique** et de son unité. Les gouvernants doivent être en mesure d'intégrer « effet en retour », « le feed back » en langage communication c'est précisément « cette appréciation par l'émetteur des effets de son discours sur son interlocuteur. C'est l'émetteur qui renseigne par le visage, les gestes, le comportement de son interlocuteur, corrige le contenu de son discours et le « ton » de son émission » ⁽³⁾.

Le « feed back » sert et enrichit l'émetteur car il lui permet d'ajuster son message constamment. Dans les sociétés modernes l'émetteur est en permanence à l'affût des réactions du récepteur.

Connaître les réactions communes d'une partie importante de la population face à des événements, vitaux pour elle ou considérés comme tels, est devenu un minimum indispensable pour toutes équipes au pouvoir.

Les gouvernés jugent régulièrement l'action des gouvernants ; ces derniers doivent impérativement tenir compte de l'opinion des premiers, qu'elle s'exprime de façon négative, elle occasionne des dégâts irréparables dans le système politique. Le philosophe Auguste Comte dans une vision prémonitoire n'annonce-t-il pas « que dans l'ordre politique, c'est l'opinion publique qui doit devenir le principal régulateur ⁽⁴⁾, c'est la perpétuelle confrontation du réel en mouvement avec l'idéologie ambiante conformiste ou révolutionnaire. C'est-à-dire la réalité sociale et l'idée que l'on doit s'en faire.

Le pouvoir isole, il crée indubitablement de la distanciation dans son exercice quotidien tant avec les gouvernants eux-mêmes que les gouvernés. Les rapports de force évoluent dans tous les sens en politique.

3. Alain Henot. *Le Processus de la communication*. Col SARP. Ed. Gurein Montréal, 1978. P. 37.

* 4. F.P. Benoit. *Les idéologies politiques modernes*. Ed. Puf. 1980. P. 275.

Les exemples foisonnent même dans les sociétés dites « ouvertes » et modernes :

- Le président Charles de Gaulle et son initiative référendaire (consultation populaire) en 1968 qui provoque son départ précipité de la scène politique.

- Le président Jacques Chirac et sa décision de dissoudre l'Assemblée nationale française (1997) qui déclenche l'effet diamétralement contraire à celui escompté, le contraignant même à cohabiter avec Lionel Jospin, un Premier ministre socialiste.

- Ou encore la sous-estimation de l'importance de l'opinion publique en faveur du président Bill Clinton par ses adversaires politiques avec ce que l'on a appelé « l'affaire Lewinski », aux Etats-Unis.

L'importance prise par l'opinion dans la vie sociale, économique et politique a pour corollaire l'attitude croissante des gouvernants à veiller constamment à **rester à l'écoute des gouvernés.**

Ce qui explique l'engouement du « politique » pour le sondage comme moyen supplémentaire de communication avec les gouvernés.

Le sondage est né d'une impossibilité pratique : celle de ne pas pouvoir interroger individuellement toute une population à laquelle on s'intéresse, et d'une possibilité statistique celle de « décrire le tout par la partie ».

La base des sondages est la statistique. Elle permet la description et la mise en ordre matériel des observations quantifiées pour en traduire les faits et en donner des déductions logiques. Connaître le taux de natalité d'une population, le niveau du suicide, des accidents de la circulation ou encore du taux de réussite au baccalauréat... peut permettre des déductions ou des analogies avec certaines significations y afférentes.

La statistique tire son essor d'abord sur l'intérêt grandissant porté de nos jours à l'évolution de la population, le progrès des rendements de l'outil mathématique (en calculs de probabilités simplifiés et facilités) par l'informatique et enfin cette capacité à rebondir sur l'ensemble des connaissances quantifiables et disponibles dans les sciences sociales

(économie, sociologie, psychologie, politique, etc.). La statistique et sa théorie de l'estimation « qui nous permettrait de tirer d'un échantillon aléatoire l'information cherchée au sujet de la population toute entière » ⁽⁵⁾.

La statistique a permis l'introduction de mesure, de l'unité de mesure et surtout celle de l'échantillonnage. L'échantillonnage est tiré d'un ensemble cohérent, c'est-à-dire une partie d'un tout, plus exactement d'une population dont les éléments choisis ne le sont que parce qu'ils possèdent tous la même caractéristique. L'échantillon doit être une réelle représentation de la population concernée, c'est-à-dire du tout. Il doit tenir compte de toutes les variations possibles externes ou internes, car elles peuvent avoir une incidence qui risque de fausser cette représentation.

Deux grandes méthodes se dégagent pour l'élaboration de l'échantillonnage d'une population donnée. Il y a la méthode des quotas qui est la constitution d'un modèle réduit de la population et la méthode dite probabiliste qui est une technique du tirage au sort des individus à partir d'aires géographiques sélectionnées. Le choix d'un échantillon nécessite dans tous les cas une extrême prudence.

La technique de l'échantillonnage maîtrisée, on **stabilise l'échantillon dans un Panel**, c'est-à-dire un échantillon permanent représentatif d'environ mille à deux mille personnes pour un sondage au niveau national et quelques centaines au niveau d'une ville. Le sondage par panel apparaît comme « un instrument de l'observation sociologique qui analyse et éventuellement explique, pouvant affecter les éléments du système social » ⁽⁶⁾. C'est à Lazarsfeld ⁽⁷⁾ que le panel doit la généralisation de son utilisation, une technique utilisée pour la première fois à l'occasion de la campagne présidentielle opposant Roosevelt à Will-

5. Gerhard Tintner. *Mathématiques et statistiques pour les économistes*. TI, Dunod. Paris, 1965. P.315.

6. Jean Cazeneuve. *Les communications de masse*. Edition Denoël/Gonthier. Paris 1976. P. 317.

7. Lazarsfeld «The people's Choice». Université of Nord Caroline. 1940.

kie en 1940. La technique du panel permettait, selon Lazarsfeld d'établir une véritable théorie de la décision électorale.

Ce survol sur le phénomène du sondage dans les sociétés modernes est certes très superficiel, néanmoins, n'en démontre pas moins l'importance politique. La possibilité de connaître l'impact des décisions des gouvernants sur les gouvernés peut être salutaire dans leurs relations.

Le sondage pourrait constituer une rupture du système, car pour une fois, l'information circule du bas vers le haut, une communication à double sens s'instaure. Les rôles sont ainsi renversés. « Il n'est pas étonnant dans ces conditions qu'il est régulièrement question de limiter ou d'interdire les sondages... en fait les pouvoirs désireraient limiter la publication des sondages pour s'en servir uniquement à leur profit, sans que les résultats en soient exploités par ailleurs ». ⁽⁸⁾

La possibilité de sonder l'opinion publique a suscité l'engouement de la recherche sur cette dernière, laquelle a mis en évidence l'**influence du groupe sur l'individu** notamment avec le rôle important des « guides d'opinion ». Un constat mis en exergue par le besoin de références intégrantes de l'individu ainsi que par celui du doute de sa capacité de jugement sur tous les sujets proposés et même sur les faits les plus anodins. Ces études ont également fait ressortir la tendance au conformisme et la résistance aux changements.

Les travaux de Milgram ⁽⁹⁾ ont de façon empirique confirmé que pour ne pas se sentir isolé, l'individu avait une propension à **renoncer à son propre jugement**. C'est le prix à payer pour son intégration. Exprimer une opinion opposée, accomplir une action publique en son nom, c'est courir le risque de se retrouver isolé. La possibilité de choisir le silence reste une alternative largement suivie pour les individus dotés d'un sens affaibli de la responsabilité personnelle et du devoir de se battre pour ses propres opinions, c'est de cette majorité qui reste silencieuse tant elle se sent vaincue.

8. Blaise Lempen. Op cit pp 126-127.

9. Milgram Stanley « Nationality and conformity », In scientific Americain n° 205 du 6.12.1996. pp. 45-51.

Ce phénomène de majorité silencieuse suscite la convoitise pour sa légitimation, par les gouvernants, d'actions controversées. D'autant que cette notion de majorité silencieuse apparaît de plus en plus comme élastique selon le concept opératoire de spirale du silence⁽¹⁰⁾. Il en suggère la sensibilité aux pressions des médias sur l'opinion publique, en ayant la possibilité de réactiver sa combativité, sa soumission ou son silence.

L'importance, la fréquence au recours à la pratique du sondage est un phénomène qui est perçu comme ordinaire et même nécessaire pour le bon fonctionnement des sociétés modernes. La majorité de leur objet a un caractère social ou économique. Il vise une connaissance pratique en vue de l'amélioration du cadre ambiant et de la qualité de la vie. De ce fait, « la confiance que la population accorde généralement aux enquêtes sociales conduit les responsables à utiliser certains résultats favorables à leurs entreprises, constate Michel le Net⁽¹¹⁾. Il apparaît clairement que les sondages sont à utiliser à dose homéopathique et gouverner avec les sondages uniquement ne semble pas recommandé.

L'alternance politique et du pouvoir oblige les gouvernants à initier des règles de jeu transparentes pour éviter les manipulations malsaines pouvant mettre en danger l'équilibre du système politique tout entier. En France, un loi, celle du 19 juillet 1977, précise les modalités auxquelles doivent se soumettre la réalisation des sondages d'opinion ainsi que leur publication.

La tentation de manipulation reste très forte. Les sondages interviennent le plus souvent avant que la décision soit connue ou qu'un choix soit exprimé.

Les possibilités d'actions directes ou indirectes mises en évidence sur les caractéristiques de l'opinion publique et notamment celle dite de la « majorité silencieuse », en vue d'une légitimation des diverses situa-

10. Elisabeth Noëlle Neuman. La spirale du silence — théorie de l'opinion publique. —The spirale of silence in journal of communication n° 24. 1974.

11. Michel Le Net. L'Etat annonceur. Ed. Organisation, 1980.P93.

tions privilégiées détenues par les gouvernants, sont tous les jours de plus en plus étendues.

LE SONDAGE D'OPINION EN ALGERIE

Le sondage d'opinion apparaît de nos jours comme l'appoint indispensable à une bonne communication entre gouvernants et gouvernés. Il contribue, en effet, au rééquilibrage du flux de l'échange de l'information et du message dans la communication politique.

Le sondage d'opinion redonne la parole aux gouvernés. Cette écoute supplémentaire permet aux gouvernants d'opérer les rectificatifs nécessaires et indispensables au bon fonctionnement de la société mais aussi à la pérennité de leur position en tant que gouvernants.

Le sondage d'opinion donne l'opportunité de correction des effets pervers, d'une communication généralement verticale du fait de la massification de nos sociétés modernes. D'autant que cette communication du sommet vers la base a déjà une tendance naturelle à être hégémonique. L'histoire de l'humanité et des rapports des hommes entre eux accrédiète la difficulté du partage du pouvoir dans la réalité quoique nous en disent les traités de « science politique ». Le système démocratique avec l'alternance au pouvoir — est comme une panacée aux déviations naturelles à la domination, à la tentation de puissance et de l'absolutisme de l'homme. Ce dont Nietzsche voulait nous mettre en garde dans son ouvrage *La volonté de puissance* ⁽¹²⁾.

De ce point de vue, l'Algérie, qui amorce, après une longue période d'unanimisme politique une transition accélérée vers le pluralisme, accumule les handicaps communicationnels.

L'histoire récente a montré les limites des modèles politiques basées sur le parti unique, l'économie centralisée et une communication en rapport avec cet environnement.

D'abord la réalisation d'un sondage d'opinion suppose d'emblée un ensemble de connaissances approfondies et actualisées de la société et

12. Nietzsche Frédéric : « La volonté de puissance ». Les grands traités de la philosophie. Ed. Bourdon, Paris 1969.

de ses composantes. La technique de l'échantillonnage à elle seule, nécessite un nombre infini et précis d'opérations complexes de collecte, de traitement et d'analyse de données. Une capacité développée de voir ou imaginer les interactions possibles présentes et futures de ces informations. La détermination exacte des « quotas » dont les proportionnalités exigent une grande rigueur, les individus retenus au « questionnement » n'étant pas interchangeable. L'ensemble inscrit dans un mouvement du temps, des éléments et de leurs interactions réciproques. Ce qui rend l'estimation non aisée et l'échantillon difficile à saisir.

La gestion du « panel », c'est-à-dire cet échantillon-étalon de mesure de la population prêt à utilisation dont on use et abuse sans en calculer l'érosion, nécessite une délicatesse extrême sous peine de dérèglement de la machine à sondage.

Certes, le développement des moyens de calcul avec le bond informatique a réduit considérablement les « probabilités d'écarts » entre la réalité et les résultats obtenus. Ces moyens ne mettent pas à l'abri de surprise. La relation subjective entre le questionné et le questionnant doit être prise en considération. L'inattendue arrivée du Front National en France en est la preuve lors du premier tour des élections présidentielles français d'avril 2002. ⁽¹³⁾ La subjectivité n'est jamais totalement absente lors d'un sondage. Cependant, il n'en demeure pas moins que les sondages d'opinion supposent la proximité de réseaux d'informations complets, denses, interconnectés, extrêmement sophistiqués et importants. Ce qui n'est, évidemment pas le cas des pays en voie de développement comme l'Algérie notamment.

Les déséquilibres internes pour ne citer que ceux-là, c'est-à-dire l'état du social, du culturel, de l'économique et du politique, rendent extrêmement difficile — n'en déplaise à nos statisticiens — l'utilisa-

13. «Séisme en France» Jean Marie LE PEN Président du Parti d'extrême droite Française, le Front National présent au second tour de la Présidentielle en France. Aucun institut de sondage n'avait prévu la deuxième place pour ce Parti 17,3% des voix après les 19,9% de Chirac.

CF. El-Watan du Lundi 22 Avril 2002, P.1.

tion de la machine « à sondage » et encore davantage pour en accepter les résultats quand ils ne vont pas dans le sens souhaité ainsi que le montre les événements depuis 1991.

L'arrivée en force dans la scène politique d'un parti islamique majoritaire, le Front Islamique du Salut (FIS) n'avait pas été envisagée sérieusement par les gouvernants de l'époque (1991) et il a été même à l'origine de la grave fracture sociale et politique avec son corollaire le glissement vers une violence politique aiguë (**cent à deux cent mille morts selon les estimations**) dont le pays se relève péniblement. Les politiques d'apaisement « **Concorde civile** » et « **Réconciliation nationale** » ont nécessité un référendum pour leur adoption.

Les gouvernants avaient pratiquement été anesthésiés, les consultations des gouvernés s'étant transformées en simple plébiscite et où habituellement les taux de participation et adhésion de ces derniers étaient réglés dans la loi des quatre neuf (99,99 %) ou des deux neuf (99 %).

Les récentes élections présidentielles (2002) en Tunisie (99,37 %) pour un nouveau septennat président Ben Ali rappellent encore ce qui se faisait en Algérie dans un passé récent.

L'ouverture du champ politique en Algérie imposait la nécessaire connaissance de sa configuration la plus précise possible, démocratie oblige. La méthodologie du sondage semblait indispensable. L'opinion publique algérienne allait être assez fréquemment scrutée ainsi que le démontre les nombreux recours à cette technique de communication politique et sociale :

Elles sont les premiers événements fort de l'ouverture politique.

a. Les sondages de 1991

Les premières législatives de 1991

1 -Deux établissements :

1.1- **Sondeur public** — le CNEAP (ministère de l'Intérieur) et l'INESG (présidence de la République) avaient pronostiqué dans leur sondage, au pire, un ballottage (50% / 50%) entre le FLN et le FIS

— et en dernier ressort, un léger avantage pour le premier. Un scénario quoique serré, mais considéré comme jouable par le pouvoir en place. Il suffisait, entre autres, de laisser gérer aux nouveaux partenaires islamistes l'ingérable dossier du « social ».

1.2 - Un sondage privé :

Pourtant, la revue économique SIMSAR avait, elle, pronostiqué 60 % pour le FIS, c'est-à-dire un RAZ DE MAREE islamiste. Une majorité conquise en passant par les urnes.

Les résultats tournaient autour de 58,55 % en faveur du FIS. Le pouvoir réel était à sa portée.

Il est clair que la subjectivité était des deux côtés, incompetence ou opportunisme ou les deux à la fois. Les parties étaient parties prenantes, les uns établissements publics, (brossant dans le sens du poil), les autres, partisans islamistes (prenant leurs rêves pour de la réalité).

Les certitudes fortement ancrées, un ballottage favorable au FLN d'un côté, et de l'autre, une victoire assurée du FIS ne pouvaient que provoquer des réactions violentes tant les frustrations de part et d'autre étaient fortes.... Le choc des résultats **était inattendu et donc inacceptable pour le pouvoir** alors que pour le FIS, c'était « **la volonté divine** » **qui lui permettait d'accéder au pouvoir**. Les sondages avaient contribué à biaiser la réalité. L'échantillonnage étant impossible à déterminer correctement dans le contexte algérien du fait du manque de données suffisantes et fiables, et de la complexité de la détermination de l'opinion. Un climat de tensions qui allait aussitôt engendrer l'inévitable contestation des résultats et glisser immédiatement dans la violence. La culture du fair-play politique sera vite noyée dans le subjectivisme ambiant ainsi que le prévoyaient les observateurs de la vie politique algérienne.

Mais il fallait essayer de comprendre ce qui c'était passé.

Le fort taux d'abstention (41 %) lors du scrutin du 26.12.1991 devenait le point de fixation de toutes les suspensions de contestations et de polémiques.

Pour Aït Ahmed, leader du parti du Front des Forces Socialistes pour qui il fallait « laisser faire le deuxième tour, il y aura ensuite forcément un troisième tour en raison des dizaines de recours introduits sur mon parti... il y aura des sursauts étonnants chez les sept (07) millions d'abstentionnistes. Bien sûr, le Front Islamique du Salut aura quand même une majorité relative »⁽¹⁴⁾.

Deux positions émergentes après les résultats qui donneront la victoire au FIS.

1 - Celle du FFS : Laisser le déroulement du processus électoral se faire normalement et utiliser tout les moyens légaux (constitutionnels) pour faire barrage et amoindrir les capacités de gouvernance du FIS du fait de sa majorité toute relative. C'est-à-dire une confiance absolue aux mécanismes démocratiques.

2 - Celle du FIS : Prendre le pouvoir coûte que coûte et inverser le cours de l'histoire puisque l'objectif politique avoué était l'instauration d'un Etat islamique.

D'une manière générale, les islamistes étaient stimulés par l'exemple **iranien** et d'une certaine manière encouragée par **une internationale islamique** (Soudan, Afghanistan, Pakistan, Arabie Saoudite, etc.). La course pour le pouvoir semblait ouverte, mais surtout possible pour le parti islamiste et dont le programme annonçait l'avènement de **l'état islamique en Algérie**.

Ce qui devait provoquer l'arrêt du processus électoral par la seule force, constituée capable de le faire l'Armée Nationale Populaire, «l'ANP» en janvier 1992. L'arrêt du processus électoral est évidemment perçu comme **«une violence»**. C'est la mise en échec du fonctionnement normal des institutions du pays.

La logique à cet état de fait est une absence de communication politique, la radicalisation des positions des différents partis et bien évidemment le **vote sanction** de la gestion de la politique du «FLN».

14 . Hocine Aït Ahmed « Faire échec à l'implosion de la Kabylie et de l'Algérie ». In Quotidien d'Oran du 17 août 2002.

Avant la fin de l'année qui a vu l'arrêt du processus électoral provoqué par la direction de l'armée, le quotidien El-Watan se pose la question : que veulent les Algériens ?

Que veulent les Algériens ?

Il s'agissait d'évaluer par un sondage les préoccupations réelles des algériens dans leur vie quotidienne, notamment avec les problèmes de chômage, logement, éducation, culture, corruption, inflation, sécurité. Quel projet social portait leur adhésion-démocratique, islamique? Iraient-ils voter lors des prochains élections oui, non ? Quel seraient leurs choix de société démocratique, l'Etat islamique ?

Sondage d'El-Watan : Que veulent les Algériens ? (6-12-1992)

Ce sondage avait mis à l'évidence la situation de sous-développement et les problèmes y afférents, mais néanmoins indique que le problème sécuritaire y est encore minoré à cette époque. Alors que la dégradation sociale était annoncée du fait des fortes tensions déjà existantes et de la contestation initiée notamment par le parti islamique FIS.

Ce sondage était, il faut le relever «porteur d'espoir». En effet l'avenir démocratique était entendu comme le meilleur (25,7%), que la participation à la prochaine consultation électorale serait forte (78,1%), que l'opinion démocratique serait majoritaire (50,2%).

L'échec de l'option socialiste menée par le FLN, la montée de la contestation notamment avec son point culminant les émeutes d'octobre 1988 ont pourtant laissé percevoir l'importance de la crise de confiance des gouvernés par rapport à leurs gouvernants. De ce fait, le vote sanction était prévisible ainsi que son ampleur. C'est les « sondages » qui ont, entre autres, contribué à en occulter la réalité en même temps que l'aveuglement d'une classe politique coupée du terrain et, encore aliénée par une vision unanimiste en déphasage avec la situation.

Pratiquement l'ensemble des sondages réalisés en Algérie notamment depuis «la fin annoncée de l'unanimité» l'on été par application mécanique des techniques utilisées dans les pays occidentaux développés. L'efficacité du sondage est proportionnelle au degré de

connaissance que la société sondée connaît **objectivement sur elle même**.

C'est à dire un ensemble de données chiffrées **les plus larges possibles en même temps les plus précises possibles** dans le temps, dans le mouvement, dans la qualité, la quantité et assez suffisamment pour en pronostiquer correctement ou assez correctement les évolutions probables devant des situations possibles. Cela est particulièrement vrai pour les comportements électoraux, ce que de nombreux spécialistes semblent mettre en évidence.

L'engouement pour les sondages était cependant prévisible du fait que l'opinion publique était reconnue dans sa pluralité et sa diversité, il devenait alors nécessaire d'en connaître les particularités en même temps que les tendances lourdes. Connaître l'opinion apparaissant subitement indispensable pour une bonne gouvernance ou tout simplement pour la conservation du pouvoir.

L'évolution historique des sociétés humaines a montré que la démocratie ne se décrète pas. Les décrets promulgués en mars 1964 portant "**Autogestion des domaines agricoles**" n'ont pas instauré le "**socialisme**", pas plus que l'ouverture du champ politique décidé par le Président CHADLI à la fin des années 1990 en acceptant le "**pluralisme politique**" n'a installé la "**démocratie**", tout comme l'Etat islamique en Iran décrété par Khomeyni pouvait évoluer vers autre chose sous les fortes pressions internes ou externes.

La démocratie est une évolution historique possible de l'organisation des sociétés, elle est un lent processus et l'opinion en est un élément constitutif important. La démocratie est un cadre institutionnel dans lequel les opinions peuvent s'exprimer, s'évaluer, se concrétiser en excluant définitivement **la violence**, en particulier, celle qui est presque inhérente à l'homme du fait de sa proximité avec la nature.

L'intrusion soudaine des sondages a-t-elle été une nécessité absolue? imposée par les Algériens, alors que l'Algérie sortait à peine d'une longue période d'unanimité ou bien alors était-ce une attitude relevant plutôt du **mimétisme primaire** ?

Il a relevé qu'après les sondages réalisés par le quotidien El-Watan (**tendance républicaine**) nombreux sont les autres organes de presse (toute tendance) qui essayeront eux aussi de scruter l'opinion avec cette nouvelle technique.

- Les tentatives d'études de l'opinion algérienne

L'opinion publique algérienne : selon El-Ouma (tendance islamiste modérée)

Les sondages réalisés notamment par le quotidien **El-Ouma** proche du courant politique islamique (**modéré**) en sont une illustration, même si maladroitement cela apparaît comme **une des lectures** possible de l'opinion.

Les sondages réalisés par El-Ouma :

Ce quotidien réalisera de nombreux sondages particulièrement avant les élections présidentielles de 1995 et d'autres avant les élections législatives de 1997.

Ces sondages ont été considérés comme des pré-campagnes tant ils mettaient en valeur de façon trop évidentes des résultats proches des sensibilités du courant islamique modéré et de la ligne éditoriale de ce quotidien.

Des résultats à vocation nationale, mais aussi locales avec certaines villes sondées comme Béjaïa en Kabylie ou encore dans l'est du pays comme Annaba.

Sondage du 10-12-94 ⁽¹⁵⁾

- 63% de la population contre la réhabilitation de l'ex FIS
- 26,59% intention de vote pour Liamine ZEROUAL
- 23,07% intention de vote pour AIT AHMED (FFS)

Sondage du 18-01-95 : Un sondage local ⁽¹⁶⁾

15. Réf quotidien «El-Ouma» n° 14 du vendredi/Samedi 10 Décembre 1994.

Ville de Béjaïa en Kabylie

- 42% intention de vote pour AIT AHMED (FFS)
- 20% intention de vote pour Saïd SADI (RCD)
- 10% intention de vote pour ABASSI Madani (ex-FIS)

Sondage du 25-01-95 : Un autre sondage local ⁽¹⁷⁾

Ville de Annaba dans l'est du pays

- 71% contre la réhabilitation du FIS
- Intention de vote en ce qui concerne les candidats à la présidentielle
- 48% intention de vote pour Liamine ZEROUAL
- 14% intention de vote pour Mouloud HAMROUCHE (FLN)
- 11% intention de vote pour ABASSI Madani (ex FIS)

Sondage du 29-06-95 : intitulé humeurs politiques ⁽¹⁸⁾

* 61% des jeunes détestent — la classe politique

Chadli BENDJEDID - ABASSI Madani

* 63% des jeunes contre la violence

Les sondages du quotidien El-Watan :

A la veille des présidentielles le 20/21 Octobre 1995

Evaluation participation La solution dans les urnes

Pronostic	64 %	43 %
Résultats	85,06 %	

Pronostic sur le choix des votants :

ZEROUAL	NAHNAH	SAADI	BOUKROUH
35%	14%	10%	2 %

16. Réf. quotidien «El-Ouma» n° 45 du mercredi 18 janvier 1995.

17. Réf. quotidien «El-Ouma» n° 51 du mercredi 18 janvier 1995.

18. Réf. quotidien «El-Ouma» n° 135 du jeudi 25 juin 1995.

Les indécis, leurs raisons :

Situation non claire	Absence de de candidats	Condition non sécurisante	Orientation des candidats inconnus
36,9%	8,4	7,9 %	7,5

Entourage indécis	Ne se prononce pas
11,4 %	27,9 %

En dépit de la précaution annoncée du responsable de la rédaction avertissant qu'il ne s'agit pas d'intervenir directement dans le débat politique, mais de donner une «instantanée» des opinions... ⁽¹⁹⁾ L'objectivité est bien entendu un objectif idéalisé en science sociale.

Sondage d'opinion d'El-Watan : ⁽²⁰⁾

«Les Algériens et l'expérience démocratique»

le lundi 20 mai 1996

- 42,8% peu satisfait de la politique menée depuis l'élection présidentielle
- 53% ressentent une amélioration sur le plan sécuritaire
- 60,7% estiment que le dialogue national est une nécessité absolue
- 78,8% d'électeurs iront voter au prochain scrutin législatif

19. Omar BELHOUCHE — in Watan du 20/21 Octobre 1995 commentaire P.1

20. In El Watan du 20 Mai 1996.

Projet de révision de la constitution (prévue le 28/11/96)

Sondage du 17/11/96 ⁽²¹⁾

Etes-vous satisfait de la politique menée depuis les élections ?

Satisfaits	29,2 %
Peu satisfaits	27,9 %
Pas satisfaits	29,5 %
Ne se prononcent pas	13,4 %

Election présidentielle du 6 avril 1999 ⁽²²⁾

Pour quel candidat irez-vous voter le 15 Avril 1999 ?

A. BOUTEFLIKA	33,8 %
HAMROUCHE	13,2 %
TALEB AHMED	12,5 %
AIT AHMED	6,7 %
DJABALLAH	4,4 %
SIFI	2,1 %
Sans opinion et choix fixé	26,4 %

21. Réf quotidien «El-Ouma» n° 135 du Jeudi 25 Juin 1995.

22. El-Watan du 6/4/1999.

Les Algériens déçus par A. Bouteflika

Le vendredi/samedi 13/14 avril 2001

*** Etes-vous satisfaits de la politique menée par le président Bouteflika (économique)**

OUI	22,2 %
NON	43,2 %
Sans opinion	34,6 %

Pour quelles raisons ?

N'a pas les mains libres	39,2 %
Démarche confuse	19,3 %
Sans opinion	41,5 %

*** Approuvez-vous la grâce amnistiante accordée par le Président A. Bouteflika aux terroristes ?**

OUI	30,8 %
NON	36,9 %
Sans opinion	32,3 %

*** Si demain il y a une élection présidentielle, voteriez-vous pour A. Bouteflika ?**

OUI	41,9 %
NON	25,2 %
Sans opinion	32,9 %

*** Doit-il libérer les médias (Télévision, Radios) ?**

OUI	70,4 %
NON	10,7 %
Sans opinion	18,8 %

*** Ses interventions publiques ?**

Convaincantes	39,8 %
Démagogiques	31,5 %
Sans opinion	28,7 %

Sondage «El-Watan»
(du 17 mai 2002)

Elections législatives
(prévues le 30 mai 2002)

Irez-vous voter ?
(17 Mai 2002)

Oui	53%
Non	38%
Indécis	9%

RESULTATS	Ont voté	Abstention	Nuls
	46 %	53,91 %	10,5 %

Classement des Partis (nombres de votants)

Classement	Sondage (17 mai 2002)	Classement	Realité (30 mai 2002)
1er	FLN 37,2%	1er	FLN 35,02%
2ème	MSP 14,5%	2ème	MNR 10,08%
3ème	RND 12,4%	3ème	RND 8,50%
4ème	MMDA 8,9%	4ème	MSP 7,74%
5ème	MNR 6,7%	5ème	P.T 4,80%
6ème	P.T 2,8%	6ème	NAHDA 3,58%

La volonté affichée par les sondeurs apparaît comme une démarche normale dans une société qui se déclare «**démocratique donc plurielle**»

«**Il s'agit pour nous de mettre en pratique une technique universelle au service d'une meilleure connaissance de notre société**»⁽²³⁾ affirme dans son commentaire explicatif le journaliste de ce quotidien.

En fait là est le problème : Cette technique dite universelle nécessite un échantillon représentatif de la population, dans une tranche d'âge de dix huit et plus. C'est-à-dire la fourchette légale pour participer à une consultation électorale.

Elle nécessite des enquêteurs pendant une durée de temps déterminé avant la consultation pour la clôture et l'analyse des données . Un questionnaire «**étudié**» mais «**accessible**» et un examen des résultats ainsi obtenus. Le constat est que tous ces sondages ont été largement démentis. L'ensemble des sondages réalisés en Algérie (CNAP, INESG, El-Watan, El-Ouma etc...) ont été caractérisés par des écarts tels (sondages — réalités) qu'ils ne pouvaient servir à une compréhension de l'état réel des tendances de l'opinion publique, particulièrement sur les grands problèmes de sociétés abordés.

23. Amine Kenz in El-Watan 22 Mai 2002, P.2.

La première difficulté dans cette démarche dans le contexte Algérien est d'abord la détermination de l'échantillon représentatif de la société pris comme objet d'étude.

De l'échantillon théorique à la réalité.

Le point de départ est « **l'hypothèse suivant laquelle on peut extrapoler de la partie où tout sera d'abord fonction de la nature du tout, des éléments observés et ensuite de la méthode utilisée pour sélectionner ces éléments** ». ⁽²⁴⁾. L'objet d'étude étant la population, la question posée en premier est : comment désigner les personnes à interroger ?, c'est-à-dire d'abord prélever l'échantillon et ensuite extrapoler les résultats de ce dernier à l'ensemble de la population. Le fond du problème est la représentativité de l'échantillon.

Le sondage scientifique : dit **aléatoire ou probabiliste** est celui qui part de la loi mathématique et statistique **des grands nombres** qui montre que le hasard lui-même présente des régularités.

Cette technique implique la connaissance des caractéristiques de la population totale qui constitue la base du sondage pour pouvoir retrouver l'échantillon : c'est-à-dire **une base constituée notamment par des listes, répertoires, registres ou fichiers complets et surtout tenus à jour.**

Deux grandes méthodes sont utilisées par les « sondeurs » pour le prélèvement de l'échantillon.

Les organismes statistiques notamment l'INSEE (en France) privilégient les méthodes qui utilisent le calcul de probabilités. C'est les **sondages probabilistes.**

Les instituts de sondage pratiquent les sondages par choix raisonné, c'est dire la **technique des quotas.** Cette option met en jeu un **raisonnement empirique** sans aucune rigueur scientifique. L'échantillon est prélevé en fonction de l'idée « que les différentes variables attachées à l'individu ne sont pas indépendantes entre elles. Par exemple, l'âge, la profession, le niveau d'éducation, etc.

24. Pinto-Granitz « Méthodes des sciences sociales ». Dalloz Paris, 1969 p. 585.

Il faut relever le constat que « **la méthode des quotas laisse trop de liberté aux enquêteurs mais offre l'avantage de ne pas nécessiter une base de sondage** » ⁽²⁵⁾.

Il y associe également une troisième technique : le sondage à plusieurs degrés. Lequel consiste à prélever encore au tirage au sort un échantillon du deuxième degré et ainsi de suite, la désagrégation s'arrêtant au stade souhaité.

Les fiches techniques :

La lecture des fiches techniques du sondage d'El Ouma, par exemple celui du 11.12.94 :

- Echantillon ciblé : 1.500
- Echantillon réalisé : 755

Questionnaire :

- Echantillon traité : 455
- Méthode échantillon aérotaire (lieux d'enquête, catégorie d'âge, secteur d'activité, sexe, niveau d'instruction).

• Ou encore celui du 29.6.95 dont la fiche technique indique : nombre de sondés : 2.667, lieux de sondage, mais cette fois-ci c'est échantillonnage effectué par grappe au deuxième degré, questionnaire par voie d'enquête directe, avec quinze rubriques et trente items.

Pour le second : El Watan :

Par exemple le sondage du 22 mai 2002 effectué par ce quotidien (tendance républicaine) dont la fiche technique est constitué d'un échantillon de 2.634 personnes voulues comme « représentatives de la population algérienne résidente âgée de 18 ans et plus selon la méthode des quotas ». Le thème « **intention de vote des Algériens** ».

premier type de remarques sur ces sondages d'El Ouma, d'El Watan ou des sondages en général en Algérie est celui de la collecte des données. Un constat objectif est à faire : **c'est l'absence d'une cul-**

25. Pinto-Granitz, Op cit p. 587.

ture de récolte des données chiffrées dans la société algérienne. Faut-il penser que la longue période unanime qu'a connue l'Algérie, les données particulières n'avaient pas d'importance et que tout était noyé **dans la masse** : La pensée unique, le parti unique, syndicat unique, l'individu unique, et, l'Etat providence. Cet état de fait n'a pas **découragé «l'obstination»** à sonder, que cela soit en adoptant la démarche **«probabiliste où des «quotas»**.

Cependant, une troisième possibilité s'offre aux sondeurs : **La méthode aréolaire.**

La méthode aréolaire :

Elle peut être utilisée quand les bases de sondage n'existent pas ou qu'elles sont incomplètes. Cette technique très utilisée dans le domaine agricole, **repose sur une carte géographique ou photos aériennes**. Dans ce cas, il est opéré un quadrillage de la carte en une aire-unité ou îlots de maison (une aire-unité avec circonscription administrative, canton, commune, etc.).

Les organismes sondeurs en l'occurrence les quotidiens El Ouma et El Watan par exemple, ont optés pour : **le premier** : le quotidien El Ouma (tendance islamiste modérée) la technique dite

Aréolaire, c'est-à-dire celle qui est utilisée quand il n'existe pas de base de sondage ou quelle soit incomplète.

Il procède également à une solution mixte lui en associant la technique des **sondages par grappe**, qui est une dérivée de la méthode probabiliste. **L'avantage du sondage par grappe est la simplification du travail et son moindre coût**. En effet, le tirage au sort ne va pas porter sur des unités individuelles mais sur **des ensembles ou grappes d'unités voisines**. Le danger réducteur est plus que présent dans ces cas là.

Déjà il semble que l'héritage du système socio-politique précédant a eu pour conséquence la perte du réflexe de la collecte des données. A l'heure actuelle, on peut relever que l'informatisation de la Douane n'a pas amené la transparence de ce secteur. L'administration des impôts en est à son énième recensement des contribuables même choix pour celle du commerce avec ses réimmatriculations incessantes ou encore

celle de l'agriculture. Le flux de population est mal contrôlé, le ministère de l'Agriculture a été obligé de procéder à un dernier recensement des exploitations agricoles, même à l'université, il faut attendre la fin de l'année pour avoir le nombre exact d'étudiants inscrits.

En fait, du point de vue des données, le sondage n'est possible que dans des sociétés développées qui connaissent à chaque instant « le pouls de la société » : le taux d'inflation, de l'indice des prix, celui du coût de la vie, du chômage, le niveau de la consommation, de la production, de l'impact des exportations, de la délinquance, de la création d'entreprises, des faillites, etc...

Avec la généralisation de l'informatisation, il a même été nécessaire une loi pour la protection de la **vie privée du citoyen** et la commission nationale informatique et des libertés (CNIL) dans son décret d'application du 17 Juillet 1987 stipule «**que tout projet de création d'un traitement automatisé d'information nominatives est transmis au parlement accompagné de l'avis de la CNIL**»⁽²⁶⁾ tellement les croisements de fichiers et de données pouvaient porter atteinte à l'intimité des individus.

En Algérie à la difficulté objective de la collecte des données autant pour la méthode probabiliste que par celle des quotas, les résultats obtenus ne peuvent qu'être sujet à caution. Nonobstant ceux, qui ont été tenté par le sondage, pour mieux apprécier les évolutions de la société algérienne en pleine mutation.

deuxième type de remarques : C'est le mélange des genres dans les «approches»

Mélange des techniques et des méthodes : étant avéré tant par l'initiative de sondage tentée par El-Ouma ou El-Watan. C'est tantôt une démarche «probabiliste» avec un échantillon élastique de pour ...à.....pour, et tantôt une approche dite par «grappe» pour le quotidien El-Ouma. En ce qui concerne «El-Watan» c'est le choix de la mesure dite des «quotas», c'est-à-dire aux vues des difficultés rencontrées c'est celle qui laisse une grande liberté aux sondeurs. Comment

26. Le Monde du 05-10-2002.

« mesurer » les faits sociaux dans une société où déjà le tableau de bord n'est pas transparent ? Comment investiguer sur les relations, quelles qu'elles soient, notamment celles qui donnent au système social sa structure spontanée. Pour J. L. Moreno, la sociométrie «**s'intéresse primordialement aux attractions et répulsions, aux choix, à l'indifférence, aux rapports de domination**». ⁽²⁷⁾ Bien évidemment dans les cas où elles sont mesurables.

Elle permet une certaine évaluation quantitative et qualitative, qui est une des bases des sondages, mais elle requiert un minimum de données fiables et une homogénéité dans la démarche. D'autant que les choix de catégories par âge, profession, instruction, sexe, région et autres... ne sont pas «**homogène**» particulièrement dans une société comme l'Algérie. L'échantillon est la base en même temps que le point de départ de la faisabilité d'un sondage. La difficulté objective dans le cas algérien réside principalement à la détermination d'un échantillon réellement représentatif pour démarrer un sondage d'envergure nationale. Il ne s'agit évidemment pas de choisir 1000 ou 2000 personnes au hasard.

Cette difficulté est accrue par l'impossibilité d'avoir «**un panel**» c'est-à-dire **un échantillon type et réutilisable**. Ce qui entraîne des surcoûts et va accentuer la complexité. Il faut y ajouter l'inévitable présence d'une dose de subjectivité plus ou moins importante tant chez «**le sondeur**» que chez «**les sondés**». Cela a été largement mis en évidence avec l'inattendue deuxième position du chef du Parti d'extrême droite Française J.M. LEPEN au premier tour des élections Françaises d'avril 2002. Dès lors comment classer le milliardaire terroriste Ben Laden ?

27. J.L. Moreno. "Sociometry and the science of man". Ed. Beacon House, 1956. P.21.

Troisième Type de remarques :

Une autre difficulté plus importante apparaît.

Comment appréhender l'opinion à une époque très particulière caractérisée par la confusion, l'abondance d'images, la multiplication des commentaires, des déclarations, l'instabilité des informations, etc.

Dans son approche théorique J. STOETZEL ⁽²⁸⁾ «fait remarquer que les contenus des opinions sont multiples et inclassables, mais que leurs formes ont une constance, une orientation stable». Cependant l'opinion est souvent un pseudo-jugement auquel on adhère du fait de l'illusion d'une croyance à valeur objective. La notion de «valeur» apparaît dès lors comme centrale dans la base constitutive explicative pour la compréhension de l'opinion publique. Selon le chercheur J.F. TCHERNIA «les valeurs sont des idéaux, des références qui prédisposent les individus à agir dans un sens déterminé. Elles appartiennent aux orientations profondes qui structurent les représentations et les actions d'un individu...Elles ne sont pas directement observables à la différence des opinions et des comportements ⁽²⁹⁾».

Il est clair que le passage assez brusque de l'unanimité au pluralisme politique, du bipolarisme international à la mondialisation sont de nature à ôter toute certitude quant aux valeurs réelles quantifiables pouvant permettre l'approche explicative de la formation des opinions. Cela est encore plus valable dans des pays comme l'Algérie.

La question étant : Où en est-on dans les possibilités d'évaluation des valeurs de la famille, de la religion, du travail etc... Dans le contexte algérien ?.

Même si il n'est pas prétendu dans cette livraison faire une étude épistémologique sur la valeur où sont interpellés les grands auteurs de la discipline «sociologie» (comme Durkheim Pareto ou Weber etc...) mais simplement une tentative d'approche opératoire (Anglo-

28. J. STOETZEL «théorie des opinions» Paris :Puf 1943,-P. 69.

29. J.F TCHERNIA «les recherches dans le domaine des valeurs» l'évolution des valeurs des européens, revue futurible n° 200, 1995 P. 17.

saxonne), avec la théorie tentée par Schwartz⁽³⁰⁾ pour lequel les valeurs traduisent trois nécessités universelles : «**satisfaire les besoins biologiques des individus, permettre l'interaction sociale, assurer le bon fonctionnement et la survie des groupes**»⁽³¹⁾.

De façon très succincte, le modèle qui est proposé par Schwartz pour «**tomber au plus juste**» dans la mesure de l'opinion publique est qu'il faut nécessairement se référer à l'**état du soubassement culturel et social de la population** prise comme objet d'étude. C'est-à-dire connaître d'abord les rapports entre les valeurs de base en cours dans cette société à un moment de son évolution. Les débats sur le choc des cultures, le clash des civilisations (Huntington) ou encore du village planétaire (Mac-luhan) renforcent l'approche de Schwartz.

Les références principales sélectionnées par ce dernier sont en premier lieu dix types de valeurs à prendre en considération. Il s'agit : de l'**autonomie** (degrés de liberté), **la stimulation**, (niveau de l'activité), l'hédonisme (la satisfaction), l'accomplissement social (la réussite), le **pouvoir** (statut social), **la sécurité** (harmonie), **la conformité** (le politiquement correct), **la tradition** (coutumes, religion....), **la bienveillance** (positivement), l'**universalisme** (tolérance).

Ces types de valeurs se structurent selon deux grands axes :

- Le premier opposant le **changement** (openess to change) à la **continuité** (conservation).
- Le deuxième le **dépassement de soi** (self, transcendance) à l' (self, enancement).

30. Shwartz (S.H.), Bardi (A) « cross-cultural value similarities» journal of cross cultural psychologie 32. (3) 2001 pp. 268-290.

Schwartz (S.H) universal in the content and structure of values : théoretical advance and empirical tests in 20 countries advances in experimental Psychology 25,1992 pp.1 - 65.

Op cit .p.51.

31. Béatrice Hammer et Monique Wach- Peut-on parler d'un système de valeur européen ? in l'opinion Européenne sous la direction de Bruno Cautres et Dominique Renie presse science Politique.

Ed. fondation Robert Schuman Paris Mars 2002 P. 51

L'approche empirique se fait en demandant par un questionnaire de noter quels sont les valeurs de base importantes érigées «**en principes qui guident leur vie**», ou encore en procédant par identification à des **portraits de personnes (leur ressemblant ou non)**.

Il faut encore le remarquer «**le sondage**» mesurant l'opinion publique nécessite un nombre de plus en plus grand de **données de toutes sortes** de la société prise comme étude, lesquelles doivent être accessibles, des moyens institutionnels de mesure, efficaces, (organismes de statistiques, observatoires etc...) réguliers, et des méthodes évolutives et de plus en plus sophistiquées. (logiciels informatiques)

Cela n'est pas le cas de la société algérienne en pleine crise violente (fitna) ou toutes les valeurs, **les us et coutumes** sont en train de voler en éclats, avec la destruction de l'ancien ordre unanimiste (**qui n'avait pas encore finit de s'installer durablement**) face à des pressions économiques, culturelles, sociales et politiques de plus en plus fortes annonçant la fin de l'Etat providence et l'avènement après le cahos de la mondialisation et la globalisation.

Le Constat : Les seuls sondages possibles en Algérie

Les seuls sondages possibles en Algérie :

Ce sont des sondages à **segment simple et déterminé** par exemple

Le sondage à champ limité :

Il reste le seul possible réalisable dans une réalité sociale algérienne insaisissable, sans cesse en mouvement saccadés, en accélération soudaine, en stagnation longues, rendant les données chiffrées périssables, voire même inutilisables. C'est cela, entre autre, qui fait l'impossibilité de réaliser une vraie « **photographie** » ou un « **instantané** » de la société qui permette le départ d'une analyse correcte autorisant à l'arrivée une perception assez juste de la société algérienne.

Le sondage à champ limité ne concerne lui qu'un segment très précis d'une population focalisé sur un sujet où le questionnement est des plus simple avec pour corollaire des possibilités de réponses attendues limitées. L'objet est précis, les motivations simples, les concernés classés et répertoriés et les déterminations attendues circonscrites.

C'est-à-dire un ensemble comptabilisable qui ne nécessite aucune réflexion profonde, aucune détermination philosophique que culturelle ou politique.

Le sondage initié par l'AADL en est un exemple.

Le sondage de l'AADL :

Il s'agit d'un sondage initié par « l'agence de l'amélioration et de la promotion du logement » (AADL) à propos de la formule d'accession au logement « location vente de logement et de son programme de réalisation auprès de ses clients »

Il faut rappeler que dans la réalité sociale algérienne le logement avec l'emploi et la sécurité sont des préoccupations majeures. La crise aigue du logement elle seule peut déjà mettre en balance l'homogénéité de la société. L'évaluation officielle des besoins est de l'ordre 600.000 logements le segment visé est la satisfaction de la demande de « la classe moyenne exclue jusque là du logement social ou encore promotionnel » ⁽³²⁾ Les données traitées sont estimées à 223.470 dossiers.

- 1200 postulants ont été interviewés sur des zones concernant Alger, Oran, Constantine, Annaba. Les grandes lignes des résultats donnent notamment :

- 60,6% croient en cette formule et aux engagements de ses concepteurs
- 48% se sont engagés pour raison familiale (mariage)
- 34% pour les conditions d'accessibilité au logement
- 49% ne sont pas en mesure de verser les 25% du prix de vente
- 4% ne sont pas satisfaits de la formule
- 19% déplorent un manque d'informations

La conclusion est que cette initiative selon ses initiateurs aurait «**redonner confiance et espoir en l'état** » Poutant l'AADL ne peut

32. l'AADL — location vente de logement

El-Moudjahid le 21 Octobre 2002.

actuellement que réaliser (20.000 logements en 2001, 35.000 logements en 2002) et satisfaire moins de 20% de la demande. Dès lors la suspicion d'auto satisfaction des promoteurs ne semble pas absente de ce sondage.

Dans l'état actuel les choses (manque de données fiables, d'organismes idoines, de culture statistique de transparence etc...) il semble difficile, voire impossible de réaliser **un sondage d'opinion publique** large hormis bien sûr celui qui prend pour champ d'étude un segment précis d'une population sur un objet bien défini et qui nécessite que des réponses simples.

Par exemple le sondage de l'APS initié par le journaliste spécialisé (sport) Brahim DAHMANI pour la détermination du meilleur sportif de l'année ⁽³³⁾

En l'occurrence « Bénida MERRAH et Ali SAIDI SIEF » sacrés meilleurs sportifs de l'année 1999. Ce sondage a été réalisé à partir de la participation de vingt cinq organes de la presse écrite et audiovisuelle. Un sondage dans sa 24ème édition. La population ciblée « **les sportifs de compétitions** » l'échantillon « **les organes de presse** »

Il est possible de concevoir que dans ce cas l'opération sondage est réalisable cependant reste à savoir si c'est la bonne démarche qui a été adoptée et le résultat est correct.

Les autres sondages notamment ceux qui précèdent les échéances électorales comme celui réalisé par le quotidien « l'expression » (pro-gouvernemental) ⁽³⁴⁾ pour jauger la participation aux élections communales du 10 Octobre 2002, lequel avait prévu une tendance entre 55 et 65% et qui a été démentie par la réalité avec à peine plus de 50% **ce qui conforte un forte suspicion manipulatrice.**

33. El-Moudjahid du 21 Octobre 2002 opt cit.

34. Formule location vente de logement les résultats du sondage AADL in liberté du 09 Juillet 2002.

Il y a encore le sondage sur la Francophonie réalisé par une entreprise privée qui constate que « **l'Algérie est le premier pays Francophone** » (après la France) ⁽³⁵⁾. **Un sondage qui enfonce des portes ouvertes.** C'est une confirmation de l'évidence digne de Molière et de son « **le bourgeois gentilhomme** ». Les subjectivisme (ou le phantasme) des responsables du quotidien El Ouma (qui n'avaient pas prévu l'élection de Zeroual à la Présidence en 1995 avec plus de 70 % des suffrages exprimés) où les lectures qui se voulaient (**politiques**) tentées par ceux d'El-Watan (occultant la donnée fondamentale **valeur** dans la société algérienne) ne pouvaient déboucher sur des sondages qui concordaient avec la réalité.

Le sondage en Algérie en est à ses balbutiements, et, entre les apprentis sorciers, les tentations manipulatrices, l'appât du gain facile, il reste évidemment que peu de place aux apôtres de la démarche scientifique qui elle est encore semée d'embûches.

En attendant de pouvoir lire et scruter l'opinion publique Algérienne grâce à de véritables sondages, il reste aux analystes l'évaluation du phénomène de l'abstention dans les consultations électorales pour en déduire suivant les proportions atteintes, l'attitude des gouvernés vis à vis des gouvernants : qui peut se comprendre comme un chèque en blanc, une indifférence ou encore une **sanction**.

35. Sondage Brahim DAHMANI (APS) in El-Watan 06/12/2000.